



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GÉNÉRALE

ECE/TIM/2009/6  
3 août 2009

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

---

**COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE**

**COMITÉ DU COMMERCE**

Soixante-septième session  
Genève, 13-16 octobre 2009  
Point 6 de l'ordre du jour provisoire

**FORUM DE POLITIQUE GÉNÉRALE CEE/FAO  
LE SECTEUR FORESTIER DANS L'ÉCONOMIE VERTE**

Note du secrétariat

*Résumé*

Le présent document fournit des informations générales en prévision du Forum commun CEE/FAO sur «Le secteur forestier dans l'économie verte», qui doit avoir lieu le 15 octobre 2009.

L'écologisation de l'économie mondiale, qui vise à lui assurer une plus grande continuité et un plus faible impact sur le climat et l'environnement, avait commencé avant que ne survienne la crise économique. Cela dit, cette crise a incité les gouvernements à accélérer le processus et plusieurs volets de leurs plans de relance économique sont dédiés aux investissements «verts». Dans ce contexte, le Forum étudiera les contributions que le secteur forestier peut apporter à une économie qui intègre davantage les préoccupations écologiques et évaluera la mesure dans laquelle ce secteur peut influencer sur les plans de relance économique et subventions axés sur l'amélioration de l'environnement, et en bénéficier. Le Forum a également pour objectif de placer dans une perspective interdisciplinaire les possibilités et stratégies de développement à moyen et à long terme du secteur forestier, eu égard à la récession économique actuelle.

**Les délégations membres du Comité du bois de la CEE et de la Commission européenne des forêts de la FAO, ainsi que les participants au Forum de politique générale, sont invités à étudier les questions exposées dans le présent document et à se préparer à participer activement aux débats du Forum.**

## **I. INTRODUCTION**

1. Le Comité du bois de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE) et la Commission européenne des forêts de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) organisent un Forum de politique générale sur le thème «Le secteur forestier dans l'économie verte». Les exposés des experts et les débats auront lieu le jeudi 15 octobre 2009 pendant une journée tout entière au cours de la soixante-septième session du Comité du bois. Le présent document fait suite à la demande formulée par le Comité du bois à sa soixante-sixième session (ECE/TIM/2008/9) de disposer d'un document d'information sur le Forum de politique générale.

2. L'écologisation de l'économie mondiale, qui vise à lui assurer une plus grande continuité et un plus faible impact sur le climat et l'environnement, avait commencé avant que ne survienne la crise économique. Cela dit, la crise a incité les gouvernements à accélérer le processus et plusieurs volets de leurs plans de relance économique sont dédiés aux investissements verts. Dans ce contexte, le Forum étudiera les contributions que le secteur forestier peut apporter à une économie qui intègre davantage les préoccupations écologiques et évaluera la mesure dans laquelle ce secteur peut exercer une influence sur les plans de relance économique et autres formes de subvention dans la région de la CEE, et en bénéficier. Le Forum a également pour objectif de placer dans une perspective interdisciplinaire les possibilités et stratégies de développement à long terme du secteur forestier car celui-ci rebondira à plus ou moins longue échéance au terme du ralentissement actuel de l'économie.

3. La première partie du Forum comprend des exposés d'experts éminents sur les enjeux, possibilités et stratégies de développement du secteur forestier, qui seront suivis par un débat ouvert à tous. La seconde partie consistera en la présentation d'une série d'études de cas. Une table ronde réunissant un large éventail de parties intéressées permettra aux participants de débattre des possibilités qui s'offrent au secteur forestier de contribuer à l'instauration d'une économie plus verte ainsi que des stratégies de survie à court terme et de développement à long terme de ce secteur.

4. La Section du bois CEE/FAO est en train de réaliser une monographie à part qui sera affichée (en anglais seulement) sur le site Web ([www.unece.org/timber](http://www.unece.org/timber)) au début d'octobre 2009. Cette étude, qui analysera les plans de relance et autres formes de subvention existant dans la région de la CEE, s'appuiera en partie sur les réponses données par les gouvernements au cours d'une enquête sur la situation du secteur forestier dans leur pays, ainsi que sur les programmes de relance économique existants.

5. Ceux qui souhaiteraient davantage d'informations et des mises à jour périodiques sont invités à consulter le site Web du Comité du bois et de la Commission européenne des forêts à l'adresse [www.unece.org/timber](http://www.unece.org/timber).

## **II. LE RÔLE DU SECTEUR FORESTIER À L'APPUI D'UNE ÉCONOMIE VERTE**

6. Le secteur forestier est gravement touché par la crise économique mondiale. Dans toute la région de la CEE, il souffre d'une diminution de la demande et d'une baisse des prix des produits du bois et des articles en papier et par la même d'une baisse des revenus, qui entraînent des

fermetures de scieries, des suppressions d'emplois et des réductions budgétaires. Les ramifications sur le court terme touchent les propriétaires de forêts, l'ensemble de la filière bois et papier, depuis la transformation primaire jusqu'aux produits à valeur ajoutée, ainsi que le commerce des produits forestiers. Les disparitions d'emplois ont été tragiques et ont eu des effets multiplicateurs au sein de collectivités tout entières, souvent installées dans des zones boisées rurales. Sur une année seulement, entre 2007 et 2008, la consommation de produits forestiers dans la région de la CEE a très considérablement diminué, de 117 millions de m<sup>3</sup> en équivalent bois rond, dont la plus grande partie en Amérique du Nord (81 millions de m<sup>3</sup>). En raison de la crise du logement aux États-Unis et en Europe, la demande de sciages résineux s'est effondrée en 2008 et pendant les premiers mois de 2009. Le secteur en a beaucoup souffert: la production globale a reculé de près de 19 % en Amérique du Nord et de plus de 8 % en Europe. Au cours de cette période, les exportations russes de sciages résineux ont diminué de 11 %. Les autres secteurs du bois, tels que ceux des panneaux et du papier, ont été durement touchés. Ces observations sont tirées de la nouvelle *Revue annuelle du marché des produits forestiers, 2008-2009* de la CEE/FAO. Les discussions sur les marchés organisées par le Comité du bois, qui sont prévues les 13 et 14 octobre 2009, avant le Forum de politique générale, porteront sur les répercussions de la crise économique et financière sur le secteur forestier (voir document ECE/TIM/2009/5).

7. La crise, qui a conduit à une remise en cause fondamentale du modèle économique actuel, offre également au secteur forestier des opportunités à identifier et à saisir. La crise économique et financière a contribué à accélérer l'écologisation de l'économie mondiale, des volets importants des plans de relance économique étant dédiés aux investissements verts.

Le Programme des Nations Unies pour l'environnement a appelé à «une transition mondiale vers une économie verte fondée sur de faibles émissions de carbone et une utilisation efficace des ressources, capable d'apporter de multiples bienfaits économiques, sociaux et environnementaux, en recentrant l'économie mondiale vers des investissements dans des technologies propres et des infrastructures “naturelles” telles que les forêts»<sup>1</sup>.

8. Le développement à long terme du secteur forestier et sa capacité à améliorer le bien-être de la société dépendra, entre autres, de la mesure dans laquelle ce secteur bénéficiera des grands programmes de relance économique et des écosubventions. Le secteur forestier pourrait beaucoup contribuer à l'instauration d'une économie plus écologique et d'une société plus viable, notamment en créant des emplois et en offrant des produits renouvelables sans incidence sur le climat (par exemple du bois d'œuvre pour les bâtiments et du bois pour la production d'énergie) ainsi qu'une diversité de services.

9. La construction écologique offre d'importantes possibilités de réduire l'impact global sur l'environnement et de diminuer les émissions de gaz, notamment à effet de serre. Si l'on s'en tient aux tendances actuelles, la part du secteur du bâtiment dans la consommation d'énergie primaire pourrait passer de 30 à 40 % aujourd'hui à 70 % à l'horizon 2050 (Stern, 2007).

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat estime qu'il est possible, en adoptant les mesures appropriées, y compris en construisant des bâtiments écologiques, de réduire d'environ 29 % pour un coût raisonnable les émissions de référence projetées pour 2020 dans le secteur du logement et le secteur commercial, qui sont les principaux secteurs

---

<sup>1</sup> PNUE: [www.unep.org/greeneconomy](http://www.unep.org/greeneconomy).

responsables<sup>2</sup>. La contribution du secteur forestier à la construction de bâtiments écologiques peut être considérable, le bois étant un matériau de construction renouvelable et plus durable que d'autres matériaux. C'est là le message essentiel des ateliers sur *«le rôle du bois dans la construction écologique et les effets de la construction écologique sur le secteur forestier dans la région CEE»* organisés pendant la Semaine européenne des forêts en octobre 2008. L'atelier de suivi intitulé *«Face au changement climatique, vers une approche mondiale de la construction écologique»* qui doit avoir lieu le 12 octobre 2009, juste avant la session du Comité du bois, étudiera les possibilités qui s'offrent et difficultés qui se présentent pour développer encore la demande de produits du bois exploité de manière durable qui seront utilisés dans les bâtiments (voir la note d'information ECE/TIM/2009/2).

10. La dendroénergie est le seul secteur marchand à ne pas avoir connu de recul de la demande au cours de l'année écoulée, grâce en grande partie aux politiques adoptées par les gouvernements en faveur des sources d'énergie renouvelables dans une tentative d'atténuer le changement climatique et d'améliorer la sécurité énergétique. Il est très largement possible d'accroître la contribution du bois à la production d'énergies renouvelables dans la région de la CEE. Actuellement, sa part dans la production des énergies renouvelables dépasse les 50 % et sa contribution devrait augmenter, en particulier en valeur absolue, compte tenu des objectifs en matière d'énergie renouvelable fixés par les décideurs, en particulier dans l'Union européenne. Le débat sur l'énergie met l'accent sur l'électricité et les carburants, mais le chauffage et le refroidissement des locaux et de l'eau est à l'origine de la plus grande partie de la demande d'énergie dans la région de la CEE. Sous l'impulsion des politiques publiques, la recherche de sources d'énergie renouvelables se traduit par une mutation structurelle du secteur forestier. Alors que les filières et marchés des autres produits forestiers ont été fortement touchés par la crise économique, les marchés de la dendroénergie sont demeurés dynamiques. Comme la demande de bois rond de trituration pour la fabrication de produits en bois et d'articles en papier a diminué en 2009, une partie de ce bois a servi à la production de dendroénergie.

11. La CEE/FAO s'efforce de déterminer les quantités de bois actuellement et potentiellement disponibles dans les pays de la CEE pour répondre aux besoins en matière d'énergie renouvelable ainsi qu'à ceux des filières des produits forestiers. Ce bois pourrait provenir à la fois des massifs forestiers et des zones non forestières, du traitement des résidus et des matériaux de récupération des produits de consommation. Un atelier CEE/FAO consacré à l'«estimation de l'offre potentielle durable de bois», qui a eu lieu à Genève en mars 2009, a évalué et comparé les résultats d'études internationales, régionales et nationales sur l'offre potentielle de bois et les méthodes utilisées pour ces études. Il ressort des conclusions et recommandations qu'il est indispensable, pour accroître la mobilisation du bois provenant de sources durables, de procéder à un examen des études de cas réalisées à l'échelon national, régional et local et de déterminer la possibilité de les appliquer aux situations locales. L'atelier consacré aux «stratégies pour une plus grande mobilisation des ressources en bois provenant de sources durables» organisé en juin 2009 à Grenoble (France) par la CEE/FAO, la Conférence ministérielle pour la protection des forêts en Europe (MCPFE) et divers partenaires a mis en relief l'existence d'un potentiel non négligeable d'augmentation des quantités de bois produit de manière durable. Dans le prolongement de cet atelier, la CEE/FAO, en concertation avec la MCPFE et la Commission

---

<sup>2</sup> Résultats d'un atelier consacré au rôle du bois dans la construction écologique et effets de la construction écologique sur le secteur forestier dans la région de la CEE, organisé par la CEE/FAO pendant la Semaine européenne des forêts (Rome, 2008).

européenne, a commencé à établir un guide de bonnes pratiques pour la mobilisation durable du bois.

12. Les forêts fournissent des services écosystémiques tels que la préservation de la diversité biologique, une protection contre l'érosion, la protection des zones humides et l'atténuation du changement climatique grâce à la fixation du carbone. Ces biens essentiellement collectifs ne donnent souvent lieu à aucun échange sur un marché ni à aucun prix, et ne sont donc pas pris en compte dans notre système économique actuel; or, ils sont essentiels pour répondre aux besoins des sociétés, en garantissant une qualité de vie et en favorisant l'existence d'une économie écologique durable. Comme, selon toute attente, le changement climatique va influencer de plus en plus sur l'environnement, quelques-uns de ces services vont se trouver de plus en plus menacés, et l'aménagement des forêts devra être adapté avec discernement, en conjonction avec la planification de l'aménagement de l'ensemble du territoire, afin de préserver le rôle protecteur et la capacité productive des forêts. Il faudrait des moyens supplémentaires pour préserver la capacité potentielle des écosystèmes forestiers à fournir ces services et à répondre aux besoins de la société lorsque la situation aura évolué. La première des priorités devient donc de concevoir des mécanismes pour financer la préservation des services écologiques fournis par les forêts, et dans certains cas pour les commercialiser. Un certain nombre de formules de paiement des services rendus par les écosystèmes (PSE) axées sur les services liés à l'eau ont déjà été mises en place avec succès dans la région de la CEE, au moyen de dispositifs aussi bien publics que privés. Ces formules pourraient également comprendre des dispositions de nature à compenser la diminution de la diversité biologique. Les forêts domaniales ou privées offrent par elles-mêmes des possibilités de commercialisation de services liés à l'écosystème forestier et à l'environnement par le biais notamment de ces formules.

13. Un «new deal écologique», idée défendue par certains gouvernements et par les principales organisations internationales, pourrait donner une forte impulsion allant dans le sens d'une économie verte en affectant la majeure partie des investissements publics à des activités écologiques telles que la construction de bâtiments à faible consommation d'énergie et les sources d'énergie renouvelables. Appliquées aux niveaux mondial, régional, national et local, de telles initiatives permettraient d'améliorer la qualité de l'environnement mondial tout en atténuant les difficultés économiques et sociales dues à la crise.

### **III. OBJET ET SUJETS DU FORUM DE POLITIQUE GÉNÉRALE, PUBLIC AUQUEL IL EST DESTINÉ**

14. Le présent Forum de politique générale a pour objet:

- a) D'évaluer la situation du secteur forestier dans le contexte de la crise économique mondiale;
- b) De mettre les responsables politiques et décideurs au courant des récents programmes de relance et subventions qui les accompagnent, dont le secteur forestier peut bénéficier dans toute la région de la CEE;
- c) De débattre des possibilités et stratégies de survie à court terme et de développement à long terme du secteur forestier qui sont de nature à renforcer les caractéristiques écologiques de ce secteur; il s'agit en particulier d'étudier les moyens de prendre l'initiative d'influencer les

politiques des pouvoirs publics en la matière et d'en tirer parti; les domaines porteurs seront notamment la construction verte, la production d'énergie à partir du bois et les services que les forêts peuvent offrir.

15. Le Forum de politique générale considérera les sujets suivants:

- a) Économie verte, emplois environnement et secteur forestier;
- b) Marchés des produits forestiers et perspectives à long terme, s'agissant en particulier de la construction écologique;
- c) Investissement dans l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ce changement ainsi que dans la gestion par anticipation des risques;
- d) Sources d'énergie renouvelables: objectifs et politiques liés à la mise en place de systèmes de production d'énergie à partir du bois;
- e) Importance de la communication et incitation à l'utilisation rationnelle du bois;
- f) Fourniture par les forêts de services écologiques ainsi que d'emplois et de revenus ruraux;
- g) Stratégies de survie à court terme et de développement à long terme du secteur forestier.

16. Les participants à l'intention desquels le Forum est organisé, c'est-à-dire les représentants des gouvernements, les industriels, les propriétaires forestiers, les chercheurs et autres parties intéressées appartenant à tous les volets du secteur forestier se réuniront pour présenter des études de cas et échanger des informations et des idées. Les experts d'autres secteurs sont invités à apporter la perspective interdisciplinaire absolument essentielle. Le programme prévoit beaucoup de temps pour les débats.

#### **IV. QUESTIONS À DÉBATTRE**

17. Le Forum de politique générale s'attache à débattre des questions ci-après et à leur apporter des réponses:

- a) Comment le secteur forestier peut-il accroître sa contribution à une économie verte? Quels sont les domaines (par exemple production d'énergie à partir du bois, services écologiques, construction écologique et fixation du carbone) qui offrent le plus grand potentiel?
- b) Comment le secteur forestier peut-il tirer parti de l'accroissement des dépenses publiques à connotation écologique dans des domaines apparentés tels que l'environnement, l'énergie et l'eau? Considérant les grands enjeux économiques, sociaux et environnementaux étroitement liés entre eux, qui entraînent une augmentation des dépenses publiques à connotation écologique, quelles sont les possibilités qui s'offrent au secteur forestier? Comment ce secteur peut-il mettre à profit les programmes de relance économique et subventions faisant une large place à l'écologie?

c) Comment le secteur forestier peut-il faire preuve d'initiative et influencer à son profit l'adoption des grandes décisions? Que peuvent faire concrètement les gouvernements, les gestionnaires des forêts et les entreprises? Comment le secteur forestier peut-il améliorer sa coopération avec d'autres secteurs?

**18. Les délégations membres du Comité du bois et les participants au Forum de politique générale sont invités à étudier ces questions en considérant leur situation nationale avant la tenue du Forum et à participer activement au débat au cours de la réunion.**

## **V. RÉSULTATS**

19. La réunion débouchera sur les résultats suivants:

a) Les conclusions du Forum, qui rendront compte des principaux messages exprimés dans les exposés et les débats;

b) La publication d'un communiqué de presse reprenant les conclusions du Forum;

c) L'affichage des exposés sur la page d'accueil du Comité du bois et de la Commission européenne des forêts à l'adresse [www.unece.org/timber](http://www.unece.org/timber).

**Annexe**

**SUJETS RETENUS À TITRE PROVISOIRE POUR LE FORUM DE POLITIQUE  
GÉNÉRALE: LE SECTEUR FORESTIER DANS L'ÉCONOMIE VERTE**

1. Note dominante: Enjeux et opportunités
2. Économie verte et secteur forestier
3. Emplois environnement et secteur forestier
4. Marchés des produits forestiers et perspectives à long terme, s'agissant en particulier de la construction écologique
5. Investissement dans l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ce changement, et gestion par anticipation des risques
6. Sources d'énergie renouvelables: objectifs et politiques liés à la mise en place de systèmes de production d'énergie à partir du bois
7. Importance de la communication et incitation à l'utilisation rationnelle du bois
8. Étude de cas concernant les forêts qui fournissent des services écologiques ainsi que des emplois et revenus ruraux
9. Étude de cas portant sur une grande société de produits forestiers
10. Étude de cas portant sur un office public des forêts
11. Point de vue d'un syndicat forestier
12. Voie à suivre
13. Responsables de l'action gouvernementale
14. Industrie du bois
15. Propriétaires forestiers
16. Ouvriers, entrepreneurs
17. ONG se préoccupant de l'environnement
18. Organisations internationales dont les activités se rapportent à l'environnement et à l'énergie

-----